



SITE PATRIMONIAL REMARQUABLE

**REGLEMENT INTERIEUR RELATIF AU FONCTIONNEMENT
DE LA COMMISSION LOCALE**

VILLE DE COMBOURG

PREAMBULE

- 1) CADRE JURIDIQUE ET COMPETENCES**
- 2) PRESIDENCE**
- 3) SECRETARIAT**
- 4) INITIATIVE, PERIODICITE, ORDRE DU JOUR DES SEANCES**
- 5) CONVOCATIONS : DELAIS, DOSSIER DE SAISINE, INVITATION DE PERSONNES EXTERIEURES**
- 6) DELIBERATION ET EXPRESSION DES VOTES**

ANNEXE (DCM du 24 mai 2023)

PREAMBULE

La loi n°2016-925 relative à la Liberté de la Création, à l'Architecture et au Patrimoine (LCAP) promulguée le 7 juillet 2016 a instauré les Sites Patrimoniaux Remarquables (SPR). Ainsi, les AVAP approuvées à cette date ont été de plein droit transformées en SPR.

Le présent règlement relatif aux conditions de fonctionnement de la commission locale du Site Patrimonial Remarquable (SPR) de Combours, est établi en application de l'article D.631-5 du code du patrimoine, en vertu duquel « la commission locale approuve un règlement qui fixe ses conditions de fonctionnement ».

Il appartient, en conséquence, à la commission de procéder, par vote à la majorité des voix, la voix du président étant prépondérante en cas de partage à égalité des votes favorables et défavorables, à la validation du présent règlement ainsi qu'à toute modification qui lui serait apportée. Cette validation intervient, en particulier, à l'institution de la commission ainsi qu'à chaque renouvellement du mandat des membres résultant du renouvellement de l'organe délibérant de la commune de Combours.

Tout membre de la commission est réputé avoir pris connaissance du présent règlement et en accepter les termes.

1) CADRE JURIDIQUE ET COMPETENCES

1.1 cadre juridique

La composition de la commission locale du Site Patrimonial Remarquable (SPR) est codifiée par la loi n°2016-925 relative à la Liberté de Création, à l'Architecture et au Patrimoine (LCAP) du 7 juillet 2016 et ses décrets d'application :

- Décret n°2017-456 du 29 mars 2017 relatif au patrimoine mondial, aux Monuments Historiques et aux Sites Patrimoniaux Remarquables.
- Décret n°2021-881 du 30 juin 2021 modifiant l'article D.631-5 du Code du patrimoine relatif à la commission locale des Sites Patrimoniaux Remarquables et aux Monuments Historiques.

Elle a été instituée par la délibération du conseil municipal de Combours n°23-83 en date du 24 mai 2023 (cf annexe), et se compose :

Des membres de droit :

- Le président de la commission ;
- Le ou les maires des communes concernées par un SPR, ou leurs représentants ;
- Le préfet d'Ille-et-Vilaine ou son représentant ;
- Le directeur régional des affaires culturelles ou son représentant ;
- L'Architecte des Bâtiments de France ou son représentant.

Des membres nommés au nombre de 15 dont :

- Un tiers de représentants élus par le conseil municipal ;
- Un tiers de représentants d'associations ayant pour objet la protection, la promotion ou la mise en valeur du patrimoine ;
- Un tiers de personnalités qualifiées.

Les membres suppléants siègent en cas d'absence ou d'empêchement du titulaire. Ils peuvent, s'ils le souhaitent, participer aux réunions de la commission mais ne peuvent prendre part au vote en cas de présence du titulaire.

Les membres de l'Etat et des collectivités peuvent être accompagnés de leurs services.

1.2 Rôle et compétences de la commission locale

La commission est consultée au moment de l'élaboration, de la révision ou de la modification des documents de gestion du Site Patrimonial Remarquable.

Elle assure le suivi de leur mise en œuvre après leur adoption, et peut également proposer leur modification ou leur mise en révision.

Elle est notamment habilitée à se prononcer :

- Sur les travaux d'étude du règlement de l'AVAP valant SPR, lors des phases d'instruction du dossier, jusqu'au retour de l'enquête publique, si des modifications substantielles s'avèrent nécessaires ;
- En opportunité et pour avis, sur tout projet de construction ou d'aménagement, sur demande du président, du préfet ou de l'architecte des bâtiments de France, notamment lorsqu'il nécessite une adaptation mineure des dispositions des documents de gestion, que ce projet soit soumis ou non à autorisation d'urbanisme. Cette consultation ne se substitue pas à l'instruction réglementaire des procédures d'autorisations d'urbanisme et ne lie pas les avis des institutions compétentes en matière de droit des sols.

La commission locale suit l'application du règlement de l'AVAP valant SPR sous plusieurs formes :

- La commission se réunit à tout moment sur tout projet d'opération d'aménagement, de construction, de démolition, notamment lorsque celui-ci nécessite une adaptation mineure des dispositions réglementaires du Site Patrimonial Remarquable ;
- L'avis de la commission ne saurait remplacer ni lier l'avis réglementaire requis par l'Architecte des Bâtiments de France ou le Préfet ;
- La commission peut également proposer la modification ou la mise en révision du document du Site Patrimonial Remarquable ;
- Elle peut être consultée en amont sur des projets importants de construction ou d'aménagement.

2) PRESIDENCE

La présidence de la commission locale est assurée par le Maire de Combourg.

En cas d'empêchement du président de la commission pour tout ou partie d'une séance, ce dernier peut donner mandat à un autre membre de l'instance titulaire d'un mandat électif (collège des élus).

3) SECRETARIAT

Le secrétariat de la commission locale est assuré sous l'autorité du maire pour :

- L'organisation des séances (conditions matérielles, constitution des dossiers de saisine, convocations des membres et invitations des personnes à auditionner) ;
- l'établissement des procès verbaux des séances qu'il lui revient, une fois validés d'un commun accord entre le président et le préfet, de diffuser dans un délai raisonnable, après chaque séance aux membres de la commission. A défaut d'observation reçue dans un délai de 15 jours, le procès verbal sera réputé accepté par les membres de la commission.

Toute correspondance destinée à la commission locale du Site Patrimonial Remarquable devra être transmise à l'adresse suivante :

Mairie de Combours – rue de la mairie – CS 50042 - 35270 COMBOURG
urbanisme@combours.com

4) INITIATIVE, PERIODICITE, ORDRE DU JOUR DES SEANCES

4.1 Initiative de la commission

La commission est réunie à l'initiative du Président conformément aux dispositions des codes du patrimoine et de l'urbanisme et chaque fois que celui-ci le juge utile. Elle peut également se saisir librement de tout sujet en rapport avec le Site Patrimonial Remarquable, sur demande de la majorité des membres, et de son président.

La commission peut également être consultée à la demande de l'architecte des bâtiments de France territorialement compétent :

- Sur tout dossier de demande d'autorisation de travaux ;
- D'une manière générale, sur toute affaire dont il a connaissance, dont l'importance ou l'objet pourrait, selon lui, avoir des conséquences bénéfiques ou dommageables sur la gestion générale du Site Patrimonial Remarquable ;
- Ainsi que dans l'hypothèse où une évolution des documents de gestion du SPR lui apparaît devoir être envisagée.

4.2 Périodicité

Lors d'une modification du Site Patrimonial Remarquable ou de ses documents de gestion, la commission déterminera, lors de sa première réunion, si d'autres réunions sont nécessaires et selon quel calendrier. Lors d'une élaboration ou d'une révision des documents de gestion, la commission se réunira au fur et à mesure de l'avancement des travaux d'étude et de l'élaboration des documents, et autant que de besoin jusqu'à la présentation pour avis du projet complet.

Nonobstant les conditions précédentes, la commission pourra se réunir autant que de besoin pour assurer le suivi permanent et régulier du Site Patrimonial Remarquable, et au moins une fois par an pour faire le bilan de la mise en œuvre du SPR.

Elle pourra également être réunie :

- Pour avis : pour tout projet d'aménagement ou de construction, public ou privé, qui par sa nature, son importance ou sa localisation, aurait un impact important sur l'économie urbaine ou l'aspect du Site Patrimonial Remarquable (création ou aménagement d'espaces et de voiries publics, opérations programmées d'amélioration de l'habitat,

programme d'intérêt général, opérations de restructuration d'îlots, opérations de résorption de l'habitat insalubre...) ;

- Pour information : pour l'engagement ou l'évolution de toute politique de promotion à caractère opérationnel et d'animation culturelle du Site Patrimonial Remarquable.

4.3 Ordre du jour des séances

L'ordre du jour des séances est arrêté par le président :

- A son initiative ;
- A la demande de la majorité des membres, non compris le président et le préfet ;
- Sur proposition de l'Architecte des Bâtiments de France.

5) CONVOCATIONS : DÉLAIS, DOSSIER DE SAISINE, INVITATION DE PERSONNES EXTÉRIEURES

5.1 Délais

La convocation à chacune des séances de la commission est envoyée ou transmise aux membres titulaires et suppléants dans le délai franc de 15 jours avant la date de la séance. En cas d'urgence avérée, ce délai peut être, à la discrétion du président, réduit à 8 jours.

Chaque convocation comprend :

- L'ordre du jour et les renseignements nécessaires à la présence des membres ;
- Un dossier de saisine ou une note explicative.

Sauf impossibilité tenant notamment à leur volume, les documents qui doivent être examinés par la commission sont transmis lors de la convocation. Les documents non transmis avant la réunion peuvent être examinés si l'urgence de la procédure concernée le nécessite.

La convocation et les documents joints peuvent être transmis par courrier électronique, par envoi postal ou par tout autre moyen, ou à la demande consultable au siège de la mairie de Combourg.

5.2 Dossier de saisine

Le dossier de saisine comprend tous les éléments d'information et documents écrits, graphiques, photographiques... nécessaires aux membres pour la bonne compréhension des points annoncés dans l'ordre du jour et, le cas échéant, l'expression en toute connaissance de cause de leur vote.

A défaut, en dehors de ceux ne nécessitant pas d'éléments d'information préalables, la séance ne peut valablement se tenir ou ne porter que sur les points sur lesquels le dossier de saisine comporte les éléments requis.

Selon l'objet, il comprend les éléments et documents fournis par l'architecte chargé de l'étude, par les services compétents de l'Etat ou des collectivités territoriales concernés. En ce qui concerne les opérations d'aménagement ou de construction au titre des demandes

d'autorisation, les opérateurs ou organismes concernés peuvent également fournir tous documents nécessaires.

5.3 Invitation de personnes extérieures

Toute personne peut être auditionnée en raison de sa compétence ou de sa qualification au regard du point examiné, sans toutefois prendre part aux votes.

L'audition de personnes extérieures ne peut intervenir que sur invitation d'un commun accord du président, ou à la demande de la majorité des membres.

Les invitations de personnes extérieures doivent respecter les mêmes délais que ceux applicables aux convocations des membres de la commission.

L'architecte en charge de l'élaboration, de la révision ou de la modification du Site Patrimonial Remarquable et des documents de gestion le concernant est associé aux travaux de la commission. Il participe aux réunions et en assure l'animation en coordination avec le président ou son mandataire et l'Architecte des Bâtiments de France.

6) DELIBERATION ET EXPRESSION DES VOTES

Les délibérations de la commission ne peuvent valablement avoir lieu que si le quorum est atteint. Tout membre absent ou dans l'obligation de se retirer de la commission peut donner pouvoir à un membre présent. Chaque membre présent ne peut détenir plus d'un seul pouvoir.

Le quorum est atteint lorsque la moitié au moins des membres composant la commission sont présents ou ont donné pouvoir, dont au moins un membre de chaque collège. Si après une première convocation régulièrement faite, le quorum n'est pas atteint, le président adresse une nouvelle convocation portant sur le même ordre du jour. La commission délibère alors valablement quel que soit le nombre de membres présents.

Ces délibérations donnent lieu à vote sur décision du président ou d'une majorité des membres présents. Le vote a lieu à main levée ou à bulletin secret sur demande d'un membre de la commission.

Les décisions de la commission sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés. N'y participent pas, en particulier, les personnes extérieures invitées. En cas de partage à égalité des votes favorables et défavorables, la voix du président est prépondérante.

Les membres de la commission sont soumis à l'obligation de discrétion à l'égard des faits et documents dont ils ont connaissance à l'occasion des débats et délibérations. Ils ne peuvent prendre part aux délibérations s'ils ont un intérêt personnel à l'affaire qui est examinée. La violation de cette règle entraîne la nullité de la décision prise.

Adopté par la commission locale
du mardi 17 octobre 2023
Le Président de la commission locale
Joël LE BESCO



